

mes essentiels à la création des objectifs visés par la création d'un tel ministère. Le gouvernement dépensera plus pour le multiculturalisme, mais réduira ses programmes.

En conclusion, si vous me le permettez, ce gouvernement, enfermé dans sa tour d'ivoire, aveuglé par la doctrine conservatrice de droite, est insensible aux aspirations des Canadiens et continue de faire la sourde oreille face aux revendications légitimes des Canadiens. Ce gouvernement a abdiqué ses responsabilités dans tous les secteurs: retrait dans l'assurance-chômage, dans les garderies, dans le développement régional, dans les paiements de transferts aux provinces, dans le domaine de l'universalité des programmes sociaux.

Monsieur le Président, la population jugera sévèrement ce gouvernement qui aura manqué l'histoire par son laisser-faire total et son manque flagrant de justice sociale!

M. Tremblay (Lotbinière): Monsieur le Président, la députée de Saint-Laurent (M^{me} Maheu) parle de société juste. Finalement, elle concluait que la population sera sévère envers le gouvernement. Cela me rappelle 1984, monsieur le Président, et à ce propos, parlant de société juste, on se rappelle également cette époque, et je demanderais premièrement si la députée de Saint-Laurent se rappelle simplement le niveau du déficit que le gouvernement libéral nous a laissé en 1984. Deuxièmement, parlant des principes sacro-saints des programmes sociaux, je demanderais à la députée en quoi le présent Budget viole le principe de l'universalité, et également, si ce principe est si sacro-saint, comme elle le soutient et le prétend, comment dès lors réconcilier la déclaration de son critique des Finances ainsi que celle du président de son propre parti, à savoir que ces deux individus mettent fortement en question les programmes sociaux au niveau de l'universalité pour faire en sorte justement de réduire le déficit que son propre parti nous a légué en 1984.

• (1200)

Mme Maheu: Monsieur le Président, j'aimerais peut-être poser à nouveau une question à l'honorable député de l'autre côté de la Chambre. Le déficit a doublé depuis que vous êtes là. Quand on parle du problème de l'universalité des programmes sociaux, vous savez aussi bien que moi que le gouvernement au Sud de nous, les amis de votre gouvernement, lors des débats sur le libre-échange, étaient vraiment très inquiets au niveau de nos programmes sociaux et de la possibilité. . . On en voit la preuve, monsieur le Président: l'assurance-chômage est déjà cou-

pée! Ce sont les employés et les employeurs qui vont en payer le coût.

[Traduction]

M. Jordan: Monsieur le Président, je tiens à féliciter ma collègue pour le résumé très succinct et très clair qu'elle a fait d'un budget qui va toucher durement les gagne-petit et la classe moyenne. Je me demande si elle trouve comme moi que l'on passe une certaine période sous silence. Le gouvernement rappelle l'héritage qui nous a été légué par M. Trudeau et le déficit qui nous a été légué il y a cinq ans. Il y a ensuite une période d'environ cinq ans dont il évite soigneusement de parler. Est-ce que quelqu'un pourrait m'expliquer, et je me demande si ma collègue est d'accord avec moi, pourquoi il passe cinq années sous silence? Personne ne semble capable d'expliquer pourquoi la dette totale a doublé pendant cette période de cinq ans. La situation ne semblait pas poser de problème pendant la dernière campagne électorale. Alors, le gouvernement annonçait de nouveaux programmes, en fonction de la région du pays concernée.

Si vous étiez à Winnipeg au mois d'octobre, vous avez entendu annoncer un nouveau programme prévoyant 200 000 places dans les garderies. Les conservateurs n'ont pas dit qu'ils allaient prendre telle ou telle initiative s'ils avaient de l'argent. Il n'a pas été question de cela. Du fait que le ministre des Finances avait dit cela, les gens ont supposé que le programme pouvait être financé et que l'augmentation de la dette avait été enrayée. Ma collègue trouve-t-elle, elle aussi, que le gouvernement ne veut pas parler de cette période de cinq ans, au cours de laquelle la dette totale a doublé, et que c'est à nous de nous arranger pour comprendre? Il voudrait nous faire oublier cette dette. Comme nous avons pu le constater, il trouve maintenant que la situation est catastrophique, ce qui n'était apparemment pas le cas pendant les élections. Ma collègue a-t-elle des commentaires à ce sujet?

Le président suppléant (M. Paproski): Avant que la députée réponde au député de Leeds—Grenville (M. Jordan), je précise, au cas où il y aurait eu malentendu, qu'elle dispose encore de deux ou trois minutes pour terminer son discours.

Mme Maheu: Merci, monsieur le Président. Il y a effectivement eu malentendu.

Je voulais maintenant aborder le développement international. Le Canada a la réputation d'un pays qui s'occupe des populations nécessiteuses et démoralisées de la